

La France est confrontée depuis plusieurs décennies à une désindustrialisation profonde : la part de l'industrie dans le PIB est passée de 20% à environ 10% entre 1980 et 2020 ; 2 millions d'emplois industriels ont disparu ; la balance commerciale industrielle est structurellement déficitaire (-80 milliards € en 2024). Un rapport d'enquête parlementaire dresse un constat lucide sur les nombreux freins à cette ambition stratégique. Cette enquête révèle des blocages systémiques, structurels et culturels qui grippent le moteur de la réindustrialisation. Trois grands axes d'obstacles se dégagent :

1. **Une complexité administrative et fiscale paralysante** : Le rapport pointe un empilement normatif et fiscal qui désincite fortement à l'investissement industriel. Les entreprises doivent composer avec des délais d'autorisations excessivement longs (souvent 18 à 24 mois), une fiscalité locale désincitative (notamment la CFE, CVAE et la taxe foncière sur les propriétés industrielles), et une instabilité réglementaire chronique. Cette insécurité juridique freine la planification industrielle à long terme et contraste avec l'attractivité d'autres pays européens, comme l'Allemagne ou la Pologne, où les procédures sont plus claires et rapides.
2. **Un déficit de compétences et une dévalorisation du travail industriel** : La désindustrialisation progressive des 30 dernières années a généré une crise des vocations. Le rapport insiste sur la faiblesse de la formation technique initiale et continue, l'inadaptation des cursus professionnels aux besoins réels des industriels, et la dévalorisation de l'image des métiers de production. Cela engendre un décalage dramatique entre l'offre de formation et les besoins des entreprises, alimentant une pénurie chronique de main-d'œuvre qualifiée.
3. **Une vision stratégique affaiblie et un manque de cohérence des politiques publiques** : La France souffre d'un manque de vision industrielle de long terme. Les rapporteurs soulignent la multiplication des dispositifs publics (aides, subventions, pôles de compétitivité, Bpifrance, etc.), mais pointent leur manque de coordination, leur faible lisibilité pour les PME, et l'absence d'évaluation de leur efficacité. L'État n'assume plus suffisamment son rôle de stratège industriel, ce qui nuit à la cohérence entre politique énergétique, formation, innovation et aménagement du territoire.

Dix freins majeurs sont ainsi identifiés :

- L'absence d'une stratégie industrielle claire, lisible et pilotée nationalement.
- Une image dégradée de l'industrie auprès du grand public et des jeunes, limitant l'attractivité des métiers.
- Une inadéquation persistante de la formation initiale et professionnelle face aux besoins industriels.
- Des coûts salariaux et fiscaux élevés, renforcés par le poids des normes administratives ("*impôt paperasse*").
- Des normes environnementales et urbanistiques lourdes entravant les implantations.
- Une fragilité du tissu PME/ETI, concurrencé par des modèles favorisant les grands groupes et les ruptures technologiques.
- Une sous-exploitation des leviers de la commande publique.
- Des difficultés d'accès au financement durable, notamment en fonds propres et pour les PME.

- Une insuffisance des dispositifs de soutien à l'export et à la protection économique.
- Des contraintes européennes limitant la souveraineté industrielle et freinant les politiques nationales.

Un appel à un sursaut stratégique.

La réindustrialisation de la France ne pourra se faire sans un changement profond de logiciel administratif, éducatif et financier. Plus qu'un enjeu économique, c'est une question de souveraineté nationale et de résilience face aux chocs futurs. La France dispose d'atouts — savoir-faire, position géographique, excellence scientifique — mais ils resteront lettre morte sans une volonté politique claire et cohérente. La recommandation majeure est de passer d'une politique éclatée et trop centrée sur l'offre "*hors coûts de production*", à une gouvernance industrielle clairement ciblée, intégrant compétences, financement, environnement, réglementations et protection stratégique. Cette approche est fondamentale pour éviter un déclin irréversible et garantir la souveraineté nationale dans un contexte géopolitique complexe.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)